



SOCIÉTÉ

Laïcité : embarras en Corse autour d'un questionnaire

« Crois-tu en Allah/Dieu/Yahvé ? » : Jean-Guy Talamoni a tenté de justifier les questions destinées aux élèves de l'île.

ANTOINE GIANNINI  @GianniniAntoine
 BASTIA

POLÉMIQUE La polémique n'en finit plus d'enfler dans le monde enseignant et syndical de l'île de Beauté, autour d'une enquête sur la « diversité en Corse ». En cause, deux questionnaires, commandés par le président de l'Assemblée de Corse, Jean-Guy Talamoni, issu du mouvement indépendantiste Corsica Libera. Les documents controversés, à destination des élèves du primaire au lycée, et qui comportent plus de 70 questions chacun, ont été dans un premier temps validés par le rectorat de Corse, puis suspendus et enfin annulés dimanche, face à la fronde du monde scolaire.

Interrogée par la radio RCFM, Najat Vallaud-Belkacem, la ministre de l'Éducation, a confirmé que le ques-

tionnaire ne circulera pas dans les écoles. La raison : plusieurs questions à caractère ethnique et religieuse y figuraient : « *Est-ce que tu crois en Allah/Dieu/Yahvé ? ; Pendant shabbat, re-*



AFP

« Le projet de questionnaire a été adressé non pas aux élèves mais aux responsables d'établissements »

JEAN-GUY TALAMONI, PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE DE CORSE

gardes-tu la télévision ? ; En Corse, tu te sens chez toi, français, en sécurité, en danger etc. ? » Le quiz a été réalisé par des enseignants-chercheurs de l'université de Corte, sous la direction de

l'École supérieure du professorat et de l'éducation (Espe). Jean-Guy Talamoni a justifié dimanche son choix en qualifiant ces chercheurs de « *personnalités des plus compétentes en matière de sciences de l'éducation dans l'île.* » Dominique Verdoni, professeur des universités, à la tête de l'Espe, très proche du monde nationaliste, apparaît dans le cœur du cyclone. Malgré la levée de boucliers, elle a maintenu, dimanche, le cap et les orientations de l'enquête « *anonyme ou chacun est libre de participer et qui a reçu l'aval des autorités académiques.* »

Reste à connaître les raisons d'un tel projet... Dans une lettre de justification publiée dimanche, Jean-Guy Talamoni évoque des « *tensions croissantes existant dans la société et spécialement dans le domaine éducatif (pressions sur certaines mères de famille d'origine étrangère, incidents entre enseignants et parents*



d'élèves, stigmatisation de diverses natures...»). Des informations qu'il dit tenir de l'ensemble des syndicats de l'enseignement. Pourtant le Syndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et de l'enseignement général des collèges (SNUIPP), nie avoir été entendu par le président de l'Assemblée : « Nous sommes pourtant le syndicat majoritaire sur le département de Haute-Corse... », ironise Fabien Mineo, le délégué syndical.

La lettre du dirigeant nationaliste à l'attention du directeur de l'université de Corse, en date du 10 février, qui précisait les contours de sa demande, affichait le but de la démarche : « *Élaborer un modèle de gestion de cette diversité* ». « *Les affaires des jardins de l'Empereur ou de Sisco obligent les élus à agir pour éviter la survenance de situations de rupture susceptibles de s'avérer irréversibles* », était-il écrit. Ce travail statisti-

que devait s'articuler autour de quatre thèmes : radicalisme religieux, racisme et xénophobie, marginalisation dans le système éducatif et social et populisme numérique. De quoi embarrasser au sein même de la majorité nationaliste, composée des autonomistes et des indépendantistes arrivés à la tête de l'exécutif territorial régional en décembre 2015. « *Le fond étant admis, reste la question de la méthode, qui requiert effectivement des précautions extrêmes...* », a souligné lundi Gilles Simeoni, le président de l'exécutif régional.

Jean-Guy Talamoni précise que « *le projet de questionnaire a été adressé non pas aux élèves, mais aux responsables d'établissement* ». Une information contestée par un directeur d'école de la région bastiaise : « *Nous n'avons rien reçu. Ce sont les professeurs qui les ont eus directement. C'est inadmissible et scandaleux dans la manière de faire.* » ■